Privilège

que le gouvernement, qui doit dépenser des montants précis à des fins précises, ne fait aucune dépense qui ne serait pas approuvée par le Parlement.

Cela étant dit, nous soutenons que la Chambre doit être informée d'une procédure qui, je l'admets, n'a jamais existé. Nous avons cherché un précédent, mais il n'y en a pas. D'après mes recherches, jamais un gouvernement utilisant le système parlementaire britannique ne s'est prononcé contre son propre budget des dépenses en étant absent de la Chambre. J'ai cherché toute la fin de semaine. En fait, je n'ai jamais lu autant de Bourinot et d'autres auteurs. Je n'ai pas pu trouver un seul exemple de gouvernement qui, sciemment, délibérément, se soit abstenu de maintenir le quorum un jour consacré aux crédits et ait ainsi laissé le budget devenir caduc. Selon nous, le budget des dépenses est caduc; il doit donc être rétabli.

Comment fait-on cela, monsieur le Président? Une motion doit être présentée à la Chambre pour rétablir ce qu'avait fait le président du Conseil du Trésor le 3 avril 1989. Il faut une motion de rétablissement demandant que la Chambre étudie ou continue l'étude de la motion d'opposition. Je laisse aux spécialistes le soin de déterminer ce que le libellé doit être, mais nous avons besoin d'une motion de rétablissement.

On va nous dire: «La motion devra faire l'objet d'un vote, comme toutes les motions, mais elle ne pourra pas être débattue». C'est de ce dernier point dont je voudrais parler maintenant. Mon collègue de Kingston et les Îles en parlera aussi, probablement de façon plus convaincante que moi, vu qu'il est un avocat de grand renom qui connaît tous les petits points de droit. Je me limiterai aux arguments faisant appel au bon sens.

Le gouvernement doit rétablir cet ordre et le présenter à la Chambre, mais nous voudrions pouvoir débattre de la motion. Pourquoi dis-je cela? Regardons le paragraphe 81(1) du Règlement qui dit:

Au début de chaque session, la Chambre désignera par motion un Ordre du jour permanent pour l'étude des travaux des subsides.

Il est bien connu que la Chambre doit affecter les fonds nécessaires pour les services et les dépenses autorisés par le Parlement.

Regardons maintenant le paragraphe 81(2). . .

[Français]

Je vais le lire en français:

Le jour ou les jours désignés pour l'étude des affaires en conformité des dispositions du présent article, ces affaires ont préséance sur toutes autres affaires du gouvernement lors de cette séance ou de ces séances.

Monsieur le Président, cela est fort important. C'est que ces journées d'opposition ont préséance sur toutes autres affaires du gouvernement.

L'importance des travaux des subsides est soulignée dans l'article 81(2). On leur donne donc une préséance sur toutes autres affaires du gouvernement.

Évidemment, le gouvernement est pris, le Règlement nous donne 25 jours par année. Il faut qu'il nous les donne, nous les cède. C'est lui, le gouvernement, qui désigne la journée, pas nous. Nous, on désigne le sujet de la journée, mais le gouvernement désigne la journée.

En Angleterre, un vendredi ne compte que pour une demi-journée parce que c'est une journée qui est trop courte. Ici, on nous donne un vendredi comme si c'était une grande journée de débat. On a de la difficulté à avoir trois ou quatre orateurs dans un débat d'importance, de ce côté-ci de la Chambre, parce que le gouvernement tient à essayer de faire perdre le temps de la Chambre.

Et je pense que c'est absolument inacceptable, monsieur le Président, que ce gouvernement, en plus de vouloir «tuer» le temps de la Chambre, essaie d'enlever le droit de parler en cette Chambre. Et c'est pour cela que je pense que vous devez certainement considérer sérieusement le précédent qui est de redonner à l'opposition sa journée d'opposition.

Monsieur le Président, je voudrais vous citer quelques articles de notre Règlement, qui, d'après moi, militent en faveur de la restauration de la rubrique, mais aussi qui militent en faveur du débat de cette motion proposée par le président du Conseil du Trésor (M. de Cotret).

Monsieur le Président, j'attire votre attention à l'article 67(1) qui parle des motions pouvant faire l'objet d'un débat.

Les motions suivantes, il y en a plusieurs, ça va de a) jusqu'à p) et je cite:

Les motions

a) figurant au *Feuilleton*, sauf disposition contraire du présent Règlement;

Cela, on le sait et je vais épargner lecture des rubriques, mais je veux en venir à la dernière: Peuvent faire l'objet d'un débat, monsieur le Président:

p) toutes autres motions, présentées au cours des Affaires courantes ordinaires, nécessaires à l'observation du décorum, au maintien de l'autorité de la Chambre, à la nomination. . .

Et là je voudrais souligner ce que je veux dire: